



- A R R E T E N° T-23B033-1-

**REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
SUR LES ROUTES DÉPARTEMENTALES N° 10 – N° 918 et N° 37**

ARRETE DE PROLONGATION

Le Président du Conseil départemental de l'Orne,

VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,

VU le Code de la Route,

VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et **permettre la réfection de tranchées en enrobés suite à travaux de fibre optique**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **RD 10, RD 918 et RD 37**, hors agglomération,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{er} - Les prescriptions de l'**arrêté T-23B033 en date du 07 février 2023**, réglementant la circulation sur la **RD 10** du PR 20+100 au PR 20+850, sur la **RD 918** du PR 11+700 au PR 11+950 et sur la **RD 37** du PR 05+100 au PR 06+850 sur les communes de **SAINT-GERMAIN-DES-GROIS, BRETONCELLES et LES MENUS**, sont prorogées jusqu'au **28 février 2023**.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 3 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr ».

ARTICLE 4 - Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

- M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,

- M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Orne,

- M. le Directeur de l'entreprise COLAS ALENÇON, – 41 Rue Lazare Carnot – BP226 – 61 007 Alençon Cedex,

ARTICLE 5 - Est destinataire du présent arrêté à titre d'information ;

- Messieurs. les Maires de SAINT-GERMAIN-DES-GROIS, BRETONCELLES et LES MENUS,

Fait à ALENÇON, le 24 février 2023

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Chef de bureau

Raphaël METZGER